

les domaines économique et social, elle est obligée de faire de plus en plus de concessions à la pression ouvrière et paysanne, et de modifier des institutions "vénérables" de la gestion bureaucratique, afin de permettre une amélioration du niveau de vie des masses.

Le but de l'ensemble de cette politique est d'atténuer les tensions sociales au sein de la société soviétique, de "noyer" le danger révolutionnaire dans un climat "réformiste" qui donne l'impression aux divers couches de la population soviétique qu'elles peuvent attendre tôt ou tard le redressement des torts qu'elles subissent dans le cadre des institutions actuelles de la superstructure soviétique (Soviet suprême, parti, syndicats, etc.). Cette politique a incontestablement une base matérielle et politique. La base matérielle, ce sont les énormes progrès de l'économie planifiée qui permettent un relèvement assez rapide du niveau de vie de toute la population; la base politique, c'est la tension des relations internationales qui jouent un rôle de frein aux tendances centrifuges au sein du PC soviétique.

Mais, aux yeux des dirigeants actuels de la bureaucratie soviétique, ce "réformisme", lui-même non dénué de dangers pour la dictature, n'est tolérable qu'à condition que le Parti soit solidement contrôlé par le sommet de la bureaucratie. Toute "fissure" au sein de l'appareil est considérée comme une menace immédiate, l'expérience de la Pologne et de la Hongrie (et même en partie celle de l'Allemagne de l'Est) ayant démontré que les conflits de tendance au sein du PC permettent de politiser les revendications et le mécontentement des masses, et de saper ainsi les fondements de la dictature.

La nouvelle réforme agraire

La nouvelle réforme agraire réalisée au printemps et en été 1958 en URSS --vente des tracteurs et machines agricoles aux kolkhoz, modifications et unification progressive du système des prix agricoles, modification du système de paiement des kolhoziens-- constitue le changement le plus important de la politique agricole que l'URSS ait connu depuis la fin de la NEP et le début de la collectivisation forcée de l'agriculture.

Son but fondamental est un accroissement rapide de la production agricole, afin de normaliser définitivement l'approvisionnement des villes en vivres et de l'industrie légère en matières premières. Le moyen utilisé, c'est l'aiguillon de l'intérêt matériel des kolkhoziens. Un moyen de pression supplémentaire est gardé en réserve : la pression que pourrait exercer sur le marché des produits agricoles l'Etat lui-même, qui produit dans ses sovkhos (surtout ceux établis sur les terres vierges de Sibérie) une fraction déjà non négligeable de la production de blé destinée aux centres urbains.

Le succès de cette politique est cependant soumis à de nombreux aléas. Les sovkhos de Sibérie dépendent étroitement des conditions atmosphériques et ne semblent pas assurés d'une bonne récolte chaque année. Toute pression prématurée sur les prix agricoles payés aux paysans risque de provoquer un rétrécissement de la production, ce qui serait catastrophique aussi longtemps que les besoins en vivres de la population ne sont pas définitivement assurés. Une différenciation entre kolkhoz riches et pauvres risque de provoquer une différenciation de couches sociales à la campagne. C'est d'ailleurs en vue de contrecarrer cette dernière tendance que l'équipe Khrouchchev s'efforcera petit à petit d'uniformiser la rétribution des paysans, introduisant un "salaire minimum" pour chaque kolkozien.